

DÉCRET N° 2017- 556 du 29 novembre 2017

portant transmission à l'Assemblée nationale, pour autorisation de ratification, de l'Accord cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- vu** la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- vu** le décret n° 2017-506 du 27 octobre 2017 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2016-292 du 17 mai 2016 fixant la structure-type des ministères ;
- vu** le décret n° 2016-423 du 20 juillet 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération ;
- vu** le décret n° 2016-422 du 20 juillet 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Mines ;
- sur** proposition conjointe du Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération et du Ministre de l'Énergie,
- le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 29 novembre 2017,

DÉCRÈTE :

L'Accord Cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale ci-joint, sera présenté à l'Assemblée nationale pour autorisation de ratification, conjointement par le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération et le Ministre de l'Énergie qui sont chargés individuellement ou collectivement d'en exposer les motifs ci-dessous et d'en soutenir la discussion.

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Mesdames et Messieurs les Honorables Députés,

Le présent exposé des motifs soutenant la ratification par le Bénin, de l'Accord cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale (ASI), s'articule autour des deux (02) points suivants : la présentation de l'Accord et les raisons qui justifient la ratification de cet instrument juridique par le Bénin.

I- PRESENTATION DE LA CONVENTION

A- Genèse

L'initiative de création d'une Alliance Solaire Internationale a été lancée à Paris le 30 novembre 2015 par le Premier Ministre indien Narendra Modi et le Président de la République française, François Hollande, en marge de l'ouverture de la 21^e Conférence des Parties de la Convention – cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21).

Dans ce cadre, l'Inde a entrepris une véritable offensive diplomatique en vue d'exhorter les Etats à adhérer à l'Alliance Solaire Internationale et s'engage à verser une contribution financière de 27 millions de dollars couvrant sa participation à la création du fonds de dotation de l'Alliance, « la mise en place des infrastructures ainsi que les dépenses récurrentes sur une période de cinq ans, de 2016-2017 à 2020-2021 ».

Un comité de pilotage a été ensuite mis en place afin de conduire le processus de création de l'Alliance et de finalisation de ses statuts. Ce comité fournit les orientations, les instructions et les conseils nécessaires à l'établissement de l'Alliance. Il veille également à informer l'ensemble des pays intéressés par l'initiative.

Le comité de pilotage a tenu trois réunions à savoir celle du 1^{er} décembre 2015 à Paris, du 18 janvier 2016 à Abu Dhabi et celle du 22 avril 2016 à New-York. Ces différentes réunions ont permis de proposer la version finale de l'Accord cadre de l'ASI lors de la COP 22. C'est à cette occasion qu'est intervenue la signature de l'Accord à Marrakech le 15 novembre 2016 (30 pays ont signé l'Accord ce jour-là dont l'Inde et la France).

Le Bénin a procédé à la signature de l'Accord cadre le 03 août 2017. Au total, 40 pays ont déjà satisfait à la formalité de signature.

B- Contenu de l'Accord

L'Accord cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale fixe l'objectif et les principes directeurs de l'organisation, les organes administratifs chargés de son fonctionnement, le mode de coopération entre les Etats et prévoit les Etats et institutions partenaires pouvant accompagner l'action de l'Alliance.

L'objectif de l'Alliance est d'apporter une réponse collective aux défis et obstacles qui empêchent le déploiement massif de l'énergie solaire à l'échelle des besoins des Etats. L'ambition affichée est de produire 100 GW d'électricité solaire d'ici 2020 et 1000 GW (1 terrawatt) d'ici 2030 et de mobiliser à cette fin un financement global de 1000 milliards de dollars. Il s'agit donc de promouvoir l'union et la cohésion dans l'action des Etats bénéficiant d'un taux élevé d'ensoleillement pour leur permettre d'exploiter pleinement l'énorme potentiel solaire afin de produire de l'énergie solaire à bas coût.

Pour atteindre cet objectif, les pays membres collaborent à travers des programmes d'activités d'intérêt commun et peuvent faire appel à des organisations ou pays partenaires de l'Alliance disposant de technologies avancées dans le domaine du solaire.

La coopération dans le cadre de l'ASI repose essentiellement sur la volonté des Parties et fait donc appel à leur sens d'initiative (identification et évaluation des besoins) et d'opportunité (mutualisation des intérêts). Un programme de l'ASI doit être initié ou soutenu par au moins deux membres avant d'être ouvert à l'adhésion des autres Etats. Il est officiellement approuvé par le biais d'une déclaration commune de tous les Etats y prenant part à qui il revient de prendre toutes les décisions liées au Programme.

L'identification des domaines d'intérêt commun et la formulation des propositions de Programmes incombent aux points focaux nationaux qui sont interconnectés et forment un réseau permanent de correspondants de l'ASI dans les pays membres. Le Bénin doit donc désigner un point focal national.

L'ASI a institué deux organes que sont le Secrétariat et l'Assemblée générale.

L'Assemblée est l'organe décisionnel de l'ASI et chaque Etat membre y est représenté avec une voix. Il se réunit chaque année au niveau ministériel au siège de l'ASI en Inde. Elle est compétente pour prendre toutes les décisions concernant la mise en œuvre de l'Accord ainsi que le fonctionnement de l'organisation comme le choix du Directeur général et l'approbation du budget de fonctionnement.

Les décisions sont prises à la majorité simple en ce qui concerne les questions de procédure et à la majorité des deux tiers (2/3) en ce qui concerne les questions de fond.

Le Secrétariat est dirigé par un Directeur général désigné par l'Assemblée pour un mandat de quatre (04) ans renouvelable une fois. Il assure plusieurs fonctions pour la réussite des objectifs de l'organisation en aidant notamment les points focaux nationaux à préparer les propositions de Programme et en fournissant des orientations et un soutien aux Etats membres pour la mise en œuvre de chaque programme, notamment pour la collecte de fonds.

II- INTÉRÊT DU BÉNIN A RATIFIER L'ACCORD

La ratification se présente avant tout comme une obligation internationale pour un Etat désireux de respecter sa signature sur la scène internationale. Le Bénin a librement procédé à la signature de l'Accord cadre créant l'ASI le 03 août 2017 et peut contribuer à une entrée en vigueur rapide et effective des statuts de l'organisation. En effet, l'Accord entrera en vigueur le « trentième jour qui suit la date de dépôt du quinzième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ».

A ce jour, onze (11) pays ont déjà ratifié l'Accord cadre. En procédant à cette formalité, le Bénin deviendra le 12^{ème} pays à ratifier l'Accord cadre permettant ainsi de se rapprocher davantage du nombre requis pour l'entrée en vigueur.

Par ailleurs, le Ministère des Affaires extérieures du Gouvernement de l'Inde a réservé la somme de deux (2) milliards de dollars USD pour le financement de projets solaires dans le cadre d'une ligne de crédit de dix (10) milliards de dollars, accordée à des conditions favorables aux pays africains. Ladite dotation est destinée à l'ensemble des pays africains ayant signé et ratifié l'Accord cadre de l'ASI.

Il convient donc que le Bénin ratifie cet instrument international afin de pouvoir bénéficier de ces opportunités de financement.

De plus, les possibilités de partenariat seront multiples et les sources de financement diversifiées puisque l'Alliance regroupe tous les acteurs intéressés par le solaire à savoir les organisations bilatérales ou multilatérales (Agence Internationale pour les Energies Renouvelables, Agence Internationale de l'Energie), les entreprises, les industriels et les Etats disposant des technologies solaires les plus avancées qui s'organisent pour apporter leur contribution à la réalisation des objectifs fixés.

L'ASI promeut la coopération entre les Etats en ce sens que les programmes qui seront mis en œuvre dans ce cadre nécessitent le soutien d'au moins deux (2) Etats dont les intérêts convergent sur un projet donné. Ce mode de coopération facilite le transfert des connaissances et des technologies solaires.

Mais l'enjeu immédiat de la ratification de l'Accord cadre créant l'ASI reste la participation du Bénin au prochain Sommet sur l'Energie Solaire que le Gouvernement indien se propose d'organiser à New-Delhi, en Inde, les 08 et 09 décembre 2017. Enfin, seuls les Etats ayant signé et ratifié l'Accord pourront prendre part audit Sommet.

Fait à Cotonou, le 29 novembre 2017

Par le Président de la République,
Chef de l'État, Chef du Gouvernement,



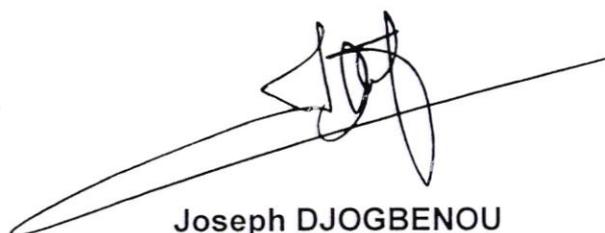
Patrice TALON

Le Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération,



Aurélien AGBENONCI

Le Garde des Sceaux, Ministre de
la Justice et de la Législation,



Joseph DJOGBENOU

Le Ministre de l'Energie,



Dona Jean-Claude HOUSSOU

Ampliation : - PR 6 - AN 100 - CC 2 - CS 2 - HAAC 2 - HCJ 2 - CES 2 - MAEC 2 - MJL 2 - ME 2 - AUTRES
MINISTERES 19 - SGG 4 - JORB 1

LOI N° 2017-

portant autorisation de ratification de l'Accord cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale, signé le 03 août 2017.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du,
la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}

Est autorisée la ratification, par le Président de la République du Bénin, de l'Accord cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale, signé par le Bénin, le 03 août 2017.

Article 2

La présente loi sera exécutée comme loi de l'État.

Porto-Novo, le

Le Président de l'Assemblée nationale,

Adrien HOUNGBEDJI

Accord cadre portant création de l'Alliance solaire internationale (ASI)

Nous, Parties au présent Accord,

Rappelant la Déclaration de Paris du 30 novembre 2015 sur l'Alliance solaire internationale ainsi que notre ambition commune d'entreprendre les efforts conjoints nécessaires pour réduire le coût du financement et des technologies, mobiliser plus de 1000 milliards USD d'investissements requis à l'horizon 2030 pour un déploiement massif de l'énergie solaire et ouvrir la voie à des technologies futures adaptées aux besoins,

Reconnaissant que l'énergie solaire offre aux pays riches en ressources solaires, situés entièrement ou partiellement entre les tropiques du Cancer et du Capricorne, une possibilité sans précédent d'apporter la prospérité, la sécurité énergétique et un développement durable à leurs populations, *Conscients* des obstacles spécifiques et communs qui entravent encore un déploiement rapide et massif de l'énergie solaire dans ces pays,

Affirmant que ces obstacles peuvent être surmontés si les pays riches en ressources solaires agissent de façon coordonnée, avec une impulsion et volonté politique fortes, et qu'une meilleure harmonisation et agrégation de la demande, notamment de financement, de technologies, d'innovation ou de renforcement des capacités dans le domaine de l'énergie solaire, entre les pays, constituera un puissant levier pour abaisser les prix, améliorer la qualité et mettre une énergie solaire fiable et d'un coût abordable à la portée de tous, *Unies* par leur volonté commune de mettre en place un mécanisme efficace de coordination et de décision entre elles, *Sommes convenues* des dispositions suivantes :

Article Ier Objectif

Les Parties créent par les présentes une Alliance solaire internationale (ci-après dénommée ASI) à travers laquelle ils apporteront une réponse collective aux principaux obstacles communs à un déploiement d'énergie solaire à l'échelle de leurs besoins.

Article II Principes directeurs

1. Les Membres prennent des mesures coordonnées par le biais de programmes et d'activités engagés sur une base volontaire, visant à mieux harmoniser et agréger la demande, notamment en matière de financement solaire, de technologies solaires, d'innovation, de recherche et de développement et de renforcement des capacités.
2. A cette fin, les Membres coopèrent étroitement et s'efforcent d'établir des relations mutuellement avantageuses avec les organisations compétentes, les parties prenantes publiques et privées et les pays non Membres.
3. Chaque membre partage et actualise, pour les applications solaires pour lesquelles il recherche les bénéfices d'une action collective dans le cadre de l'ASI, et sur la base d'une cartographie analytique commune des applications solaires, les informations pertinentes concernant: ses besoins et objectifs; les mesures et initiatives nationales engagées ou prévues pour atteindre ces objectifs; les obstacles rencontrés tout au long de la chaîne de valeur et du processus de diffusion. Le Secrétariat tient une base de données de ces analyses afin de souligner le potentiel de coopération.

4. Chaque Membre désigne un Point focal national pour l'ASI. Les Points focaux nationaux constituent un réseau permanent de correspondants de l'ASI dans les pays Membres. Ils échangent notamment les uns avec les autres ainsi qu'avec les parties prenantes concernées afin de définir des domaines d'intérêt commun, et de formuler des propositions de Programmes et des recommandations à l'attention du Secrétariat en ce qui concerne la mise en œuvre des objectifs de l'ASI.

Article III **Programmes et autres activités**

1. Un Programme de l'ASI se compose d'une série d'actions, de projets et d'activités à mener de manière coordonnée par les Membres, avec l'aide du Secrétariat, conformément à l'objectif et aux principes directeurs visés aux articles Ier et II. Les Programmes sont conçus de manière à assurer un effet d'échelle optimal et la participation du plus grand nombre de Membres possible. Ils comportent des objectifs simples, quantifiables et mobilisateurs.
2. Les propositions de Programme sont élaborées à travers des consultations ouvertes entre tous les Points focaux nationaux avec l'aide du Secrétariat et sur la base des informations partagées par les Membres. Un Programme peut être proposé par deux Membres ou un groupe de Membres ou par le Secrétariat. Le Secrétariat veille à la cohérence entre tous les Programmes de l'ASI.
3. Les propositions de Programme sont communiquées par le Secrétariat à l'Assemblée par diffusion numérique, par l'intermédiaire du réseau de Référents nationaux. Une proposition de Programme est réputée ouverte à l'adhésion des Membres désireux de s'y associer si elle est soutenue par deux Membres au moins et si aucune objection n'est formulée par plus de deux pays.
4. Une proposition de Programme est officiellement approuvée par le biais d'une Déclaration commune par les Membres désireux de s'y associer. Toutes les décisions concernant la mise en œuvre du Programme sont prises par les Membres participant audit Programme. Elles sont exécutées sous la conduite et avec le concours du Secrétariat, par les Représentants nationaux désignés par chaque Membre.
5. Le plan de travail annuel présente une vue d'ensemble des Programmes et des autres activités de l'ASI. Il est présenté par le Secrétariat à l'Assemblée, qui veille à ce que tous les Programmes et activités dudit Plan entrent dans le cadre de l'objectif global de l'ASI.

Article IV **Assemblée**

1. Les Parties mettent en place par les présentes une Assemblée où chaque Membre est représenté, chargée de prendre les décisions concernant la mise en œuvre du présent Accord et les actions coordonnées à mener pour réaliser son objectif. L'Assemblée se réunit chaque année au niveau ministériel au siège de l'ASI. Elle peut également se réunir dans des circonstances spéciales.

2. Des sessions en petits groupes sont organisées entre les Membres participant à chaque programme afin de faire le bilan au niveau ministériel et de prendre les décisions concernant leur mise en œuvre ultérieure en application de l'article III.4.
3. L'Assemblée évalue l'effet cumulé des Programmes et des autres activités menées dans le cadre de l'ASI, notamment du point de vue du déploiement de l'énergie solaire, de la performance, de la fiabilité ainsi que du coût et du volume de financement. Sur la base de cette évaluation, les Membres prennent toutes les décisions nécessaires concernant la poursuite de la mise en œuvre de l'objectif de l'ASI.
4. L'Assemblée prend toutes les décisions nécessaires en ce qui concerne le fonctionnement de l'ASI, notamment le choix du Directeur général et l'approbation du budget de fonctionnement.
5. Chaque Membre dispose d'une voix à l'Assemblée. Les Observateurs et les Organisations partenaires peuvent participer sans droit de vote. Les décisions sur les questions de procédure sont prises à la majorité simple des Membres présents et votants. Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants. Les décisions portant sur un programme spécifique sont prises par les Membres participant à ce programme.
6. Toutes les décisions prises par le Comité de pilotage international de l'ASI institué par la Déclaration de Paris du 30 novembre 2015 relative à l'ASI sont soumises à l'Assemblée pour adoption lors de sa première réunion.

Article V **Secrétariat**

1. Les Parties établissent par les présentes un Secrétariat chargé de les assister lors de leurs travaux collectifs dans le cadre du présent Accord. Le Secrétariat se compose d'un Directeur général, qui est l'administrateur général, ainsi que du personnel éventuellement nécessaire.
2. Le Directeur général est désigné par l'Assemblée et responsable devant elle pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois.
3. Le Directeur général est responsable devant l'Assemblée pour la nomination du personnel et l'organisation et le fonctionnement du Secrétariat ainsi que pour la mobilisation de ressources.
4. Le Secrétariat prépare les questions pour suite à donner par l'Assemblée et exécute les décisions dont il est chargé par celle-ci. Il veille à ce que les mesures adéquates soient prises pour assurer le suivi des décisions de l'Assemblée et coordonner les actions des
5. Membres dans la mise en œuvre de ces décisions. Le Secrétariat assure notamment les tâches ci-après :
 - a) aider les Points focaux nationaux à préparer les propositions de Programme et les recommandations soumises à l'Assemblée ;

- b) fournir des orientations et un soutien aux Membres pour la mise en œuvre de chaque Programme, notamment pour la collecte de fonds ;
- c) agir au nom de l'Assemblée, ou au nom d'un groupe de Membres participant à un Programme spécifique, à leur demande, et notamment nouer des contacts avec les parties prenantes concernées ;
- d) établir et mettre en œuvre tous moyens de communications, instruments et activités transversales requis pour le fonctionnement de l'ASI et ses programmes, tels qu'approuvés par l'Assemblée.

Article VI

Budget et ressources financières

1. Les frais de fonctionnement du Secrétariat et de l'Assemblée, ainsi que tous les frais liés aux fonctions d'appui et aux activités transversales constituent le budget de l'ASI. Ils sont couverts par:
 - a) des contributions volontaires de ses Membres, des Pays partenaires, des Nations Unies et de leurs institutions ainsi que d'autres pays ;
 - b) des contributions volontaires du secteur privé. En cas de conflit d'intérêt éventuel, le Secrétariat soumet la question à l'Assemblée pour approbation de l'acceptation de la contribution ;
 - c) les recettes pouvant être générées par des activités spécifiques approuvées par l'Assemblée.
2. Le Secrétariat présente des propositions à l'Assemblée en vue de mettre en place et de développer un Fonds de dotation qui générera des recettes pour le budget de l'ASI, avec une dotation initiale de 16 millions USD.
3. Le Gouvernement de l'Inde contribuera à hauteur de 27 millions USD à l'ASI

pour la création du fonds, la mise en place des infrastructures ainsi que les dépenses récurrentes sur une période de cinq ans, de 2016-17 à 2020-21. Par ailleurs, les entreprises du secteur public du gouvernement indien, à savoir Solar Energy Corporation of India (SECI) et Indian Renewable Energy Development Agency (IREDA) ont apporté une contribution d'un million USD chacune pour la création du fonds de dotation de l'ASI.
4. Les ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre d'un Programme spécifique, autres que les frais administratifs relevant du budget général, sont évaluées et mobilisées par les pays participant à ce Programme avec l'aide et le soutien du Secrétariat.
5. Les activités financières et administratives de l'ASI autres que les Programmes peuvent être sous-traitées à une autre organisation, conformément à un accord séparé à approuver par l'Assemblée.
6. Avec l'accord de l'Assemblée, le Secrétariat peut désigner un auditeur externe pour examiner les comptes de l'ASI.

Article VII

Statut de Membre et de Pays partenaire

1. L'adhésion est ouverte aux Etats riches en ressources solaires situés totalement ou partiellement entre les tropiques du Cancer et du Capricorne et membres des Nations Unies. Ces Etats deviennent Membres de l'ASI après avoir signé le présent Accord et déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
2. Le statut de Pays partenaire peut être accordé par l'Assemblée aux Etats qui ne sont pas situés entre les Tropiques du Cancer et du Capricorne, sont Membres des Nations Unies et ont la volonté et la capacité de contribuer aux objectifs et activités prévues par le présent Accord.
3. Les Pays partenaires sont autorisés à participer aux Programmes de l'ASI avec l'accord des Membres participant au Programme.

Article VIII Organisation partenaire

1. Le statut d'Organisation partenaire peut être accordé par l'Assemblée à des organisations susceptibles d'aider l'ASI à réaliser ses objectifs, notamment des organisations intergouvernementales d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains dont l'un au moins est Membre de l'ASI.
2. Les décisions relatives aux partenariats à conclure dans le cadre d'un Programme spécifique sont prises par les pays participant à ce Programme avec l'approbation du Secrétariat.
3. Les Nations Unies, y compris leurs organes, seront le Partenaire stratégique de l'ASI.

Article IX Observateurs

Le statut d'Observateur peut être accordé par l'Assemblée à des candidats à l'adhésion ou au partenariat dont la demande est pendante ou à toute autre organisation pouvant servir les intérêts et objectifs de l'ASI.

Article X Statut, privilèges and immunités de l'ASI

1. Le Secrétariat de l'ASI possède la personnalité juridique en vertu de l'Accord de siège ainsi que la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.
2. En vertu dudit Accord de siège, le Secrétariat de l'ASI jouit des privilèges, avantages fiscaux et immunités applicables nécessaires à son Siège pour s'acquitter de ses fonctions et exécuter ses programmes en toute indépendance, et approuvés par l'Assemblée.
3. Sur le territoire de chaque Membre, sous réserve de sa législation nationale et

4. conformément à un Accord séparé, si nécessaire, le Secrétariat de l'ASI peut jouir des immunités et privilèges nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions et exécuter ses programmes en toute indépendance.

Article XI Amendements et retrait

1. Tout Membre peut proposer des amendements à l'Accord cadre après l'expiration d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord cadre.
2. Les amendements à l'Accord cadre sont adoptés par l'Assemblée à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants. Ces amendements entrent en vigueur lorsque les deux tiers des Membres ont exprimé leur approbation conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.
3. Tout Membre peut se retirer du présent Accord cadre moyennant un préavis de trois mois adressé au Dépositaire. Ce retrait est notifié aux autres Membres par le Dépositaire.

Article XII Siège de l'ASI

Le siège de l'ASI est établi en Inde.

Article XIII Signature et entrée en vigueur

1. L'Accord cadre est ratifié, accepté ou approuvé par les Etats conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Il entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt du quinzième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
2. Pour les Membres qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation après l'entrée en vigueur de l'Accord cadre, celui-ci entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de l'instrument en question.
3. Une fois l'ASI établie, le Comité directeur international de l'ASI cesse d'exister.

Article XIV Dépositaire, enregistrement, authentification du texte

1. Le Gouvernement de la République de l'Inde est dépositaire de l'Accord cadre.
2. Le présent Accord cadre est enregistré par le Dépositaire conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.
3. Le Dépositaire transmet des copies certifiées conformes de l'Accord cadre à toutes les Parties.

4. Le présent Accord cadre, dont les textes français, hindi, et anglais font également foi, est déposé aux archives du Dépositaire.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé l'Accord cadre.

FAIT à New Delhi, Inde, le 18 juillet 2017 en langues française, hindi, et anglaise, tous les textes faisant également foi.